
Notre peuple contre le terrorisme

Entretien avec

Ahmed Ouyahia

Le terrorisme est encore capable de faire très mal mais il est laminé. Je sais que cela suscite la dérision mais je crois toujours à la thèse du terrorisme résiduel. Le terrorisme, en tant que facteur de déstabilisation, est terminé. Il ne menace plus l'Etat. Le nombre de groupes d'autodéfense augmente, les citoyens réclament des armes. C'est une mutation fondamentale". C'est ce que nous a déclaré M. Ahmed Ouyahia, Premier ministre, au cours d'un entretien à bâtons rompus de près de deux heures.

— *Comment se fait-il que, dans de nombreux cas, la violence qui s'exerce sur les civils s'accompagne d'actes de barbarie?*

Les gens des GIA sont des sauvages mais nous ne les considérons pas comme des crétins. Ils massacrent d'autant plus violemment qu'ils se rendent compte qu'ils ont perdu leur crédibilité au sein de la population. En 1994, les rues se vidaient dès la tombée de la nuit. Ce n'est plus le cas maintenant. Comme vous avez pu le constater, les "hittistes" sont là, le soir, en train de discuter dans les rues des différents quartiers.

— *Quelle est la stratégie des groupes armés, si l'on peut parler de stratégie? Quel est leur but? S'ils ont perdu leur crédibilité que veulent-ils démontrer?*

Je dirais qu'il y a trois phases. La première est liée à la question: d'où sont-ils venus? En 1978, il y avait le cheikh Ahmed Sahnoun qui faisait des

Printemps 1998

discours sur l'islam pour mobiliser des jeunes. C'est lui qui a fondé, en mars 1989, la *Rabitat al-Da'wa* (Ligue de la prédication) qui a été une composante du FIS, constitué à la même époque. A ses débuts, le FIS de Abassi Madani et d'Ali Benhadj était un mouvement frontiste. Après sa reconnaissance, à la suite de l'adoption de la Constitution de 1989 autorisant le multipartisme, les dirigeants du FIS ont cru à un aboutissement. Ils ont cru qu'ils pourraient arriver au pouvoir. Toutefois, toutes les composantes du FIS n'avaient pas la même conception et elles étaient divisées sur les modalités d'accès au politique. C'est ainsi que lorsque, en mars-avril 1990, Madani et Benhadj ont envisagé de participer aux élections locales du mois de juin, ils ont été, si je peux dire, excommuniés et dénoncés, par le groupe *Takfir wa hijra* (Anathème et émigration) qui ne voulait pas en entendre parler. Puis il y a eu la deuxième phase, celle de la menace d'action armée et la rébellion armée.

— *A la suite de l'interruption du processus des élections législatives, en décembre 1991?*

Non, avant. Il y avait eu le succès du FIS aux élections municipales. Par la suite, Abassi Madani avait fait un discours dans lequel il avait recouru à beaucoup de circonlocutions, certes, mais il avait fini par prononcer le mot *djihad*, guerre sainte. Et la violence a commencé. Elle a pris de l'ampleur à partir de 1992-1993.

Nous sommes entrés dans la troisième phase avec la mise en place de l'édifice institutionnel (NDLR: entre 1995 et 1997, avec l'élection présidentielle, la réforme de la Constitution, les élections législatives et municipales, la mise en place de la Chambre de la nation). C'est celle de l'échec militaire et populaire des groupes armés, militaire parce que des coups leur ont été portés et qu'ils ne peuvent plus déstabiliser l'Etat, populaire, comme l'a démontré la déferlante du peuple qui a massivement voté à l'élection présidentielle du 16 novembre 1995. En outre, le GIA lance périodiquement des oukases pour interdire aux écoliers d'aller à l'école et aux citoyens de payer des impôts, pour obliger les femmes à se conformer à leur façon de voir, mais personne ne s'incline.

— *Il n'empêche que les groupes armés continuent à commettre des massacres. Ne faut-il pas faire la différence entre les GIA et l' AIS, bras armé du FIS, qui a recherché un accord avec le pouvoir?*

Ces gens sont des illuminés qui prétendent purifier l'Algérie. Ils veulent introduire une sorte de chiisme. Mais la différence avec les chiites d'Iran, c'est que ces derniers ont des mollahs et des ayatollahs qui ont une culture et qui font référence. Ici, ce n'est pas le cas. Ali Benhadj est un PEM! A dire vrai, GIA, AIS, MIE sont des distinctions subtiles de salonnards. Quand Chérif Gousmi, un des chefs du GIA, a été tué, il avait sur lui une lettre de

Benhadj et quand Zitouni a proclamé le califat, il avait prévu d'y inclure des dirigeants du FIS comme Haddam et d'autres.

Cela dit, il est exact que l'on assiste à de violents règlements de comptes à l'intérieur des mouvements islamistes. On constate aussi qu'il y a des gens qui arrivent dans tel ou tel village, qui s'infiltrent et se font nourrir pendant deux ou trois jours et qui, brusquement, repartent en tuant des villageois et en emmenant des jeunes filles. La rage furieuse dont témoignent certains groupes a sans doute un précédent en Algérie: la politique de la terre brûlée pratiquée par l'OAS en 1962.

— *D'une élection à l'autre, on constate qu'il y a une réalité sociologique, un courant de 25 à 30% de la population qui vote en faveur des mouvements islamistes. C'est d'ailleurs une proportion qu'on retrouve dans d'autres pays, par exemple en Jordanie. Ne faudrait-il pas en tenir compte ? Pourquoi ne pas réintégrer le FIS dissous dans le jeu politique?*

Je voudrais d'abord rappeler que nous faisons face à un embrasement sans précédent. Il faut tenir compte de la réalité sur le terrain. Partout dans le monde où il y a eu des violences, il y a eu des "ciblages": les mouvements terroristes ont visé soit des policiers, soit des militaires, soit des hommes politiques, soit des intellectuels. Mais ici, c'est la première fois qu'on tue indistinctement des enfants et des femmes et qu'on s'attaque aussi à des vieillards et même à des imams. Ainsi, en 1995, les islamistes ont voulu obliger un imam, Ali Aya, à rédiger une *fatwa* (consultation donnée par un religieux spécialiste de la *chari'a* ou loi islamique) autorisant les assassinats de civils. Je signale aussi que Ahmed Marrani, un des dix ou quinze fondateurs du FIS a fait, en juin 1991, une déclaration à la télévision pour dénoncer les dérives de ce parti et mettre les Algériens en garde. Aujourd'hui, il siège au Conseil de la nation dans le quota des sénateurs nommés par le président Zeroual.

J'admets qu'en Algérie nous avons eu des lacunes dans le système politique qui ont facilité certaines dérives, mais nous avons essayé de les corriger. En réalité, l'Algérie et les Algériens ont connu une série de mutations. Dans la mutation globale que nous connaissons, nous avons un apprentissage à faire. Cela étant précisé, et pour répondre à une de vos questions, je souligne que nous n'ignorons pas le courant islamique. Le mouvement Hamas devenu MSP (Mouvement de la société pour la paix) compte 69 députés à l'Assemblée et le parti d'En-Nahda en a 34. Moi-même, dans mon premier gouvernement, en janvier 1996, j'avais sept ministres MSP. Comme je l'ai dit, nous nous sommes efforcés d'empêcher les dérives institutionnelles et, en tout cas, d'empêcher que certains courants minoritaires puissent profiter des failles ou des lacunes du système.

— *Comment?*

La Constitution révisée, adoptée le 28 novembre 1996, comporte six dispositions qui ne peuvent en aucun cas être amendées. Elles concernent principalement la démocratie, le pluralisme, l'alternance. Ce sont des garde-fous. Mais je vous renvoie au texte de la Constitution que vous pourrez consulter et citer.

(Le Premier ministre fait un signe à son chef de cabinet, Abdelmalek Mansour, qui me remet le texte publié par le Conseil constitutionnel en arabe, en français et en anglais. L'article 178 déclare: "Toute révision constitutionnelle ne peut porter atteinte: au caractère républicain de l'Etat; à l'ordre démocratique, basé sur le multipartisme; à l'islam, en tant que religion de l'Etat; à l'arabe, comme langue nationale officielle; aux libertés fondamentales, aux droits de l'homme et du citoyen; à l'intégrité et à l'unité du territoire national".)

— Pourquoi, dans de multiples cas (en particulier au cours de l'été 1997), l'armée n'est elle pas intervenue alors qu'elle était présente à quelques kilomètres, voire à quelques centaines de mètres des massacres? Est-ce par impuissance? Par peur de tomber dans une embuscade? Par complicité passive ou active?

Faut-il rappeler que l'ANP est, depuis sa création, une armée de citoyens. Les soldats qui forment les unités de l'armée sont les enfants du peuple, de ce peuple que les terroristes ont pris pour cible. Ce sont des conscrits qui font leur service de 18 mois. Il faut tenir compte de cette réalité. On ne peut pas dire que le pouvoir ne défend pas le peuple. Un pouvoir qui ne défendrait pas ses citoyens accepterait-il d'armer des dizaines et même des centaines de milliers d'entre eux? En outre, dans de nombreux groupes de défense, il y a beaucoup de "repentis".

— Pouvez-vous préciser?

Nous avons adopté la loi sur la *Rahma* (miséricorde) qui est à nos yeux importante parce qu'elle ouvre la porte du repentir. Parmi les jeunes qui ont rejoint les groupes armés, il y a ceux qui regrettent et qui reviennent. S'ils n'ont pas de sang sur les mains, ils sont libérés. Il y a ceux qui se repentent mais qui ont du sang sur les mains; alors on étudie leur cas. Enfin, il y a les autres, ceux qui persistent : ils seront éradiqués.

— M. le Premier ministre, vous avez parlé des groupes d'autodéfense. Certains avancent le chiffre de 100 000 personnes. D'autres estiment qu'on pourrait même atteindre les 200 000 volontaires. En tant que chef du gouvernement, n'estimez-vous pas qu'il y ait là un risque à long terme et même à moyen terme? Distribuer des armes ainsi n'est-ce pas dangereux?

Il est vrai que les volontaires bénévoles sont très nombreux. Face aux massacres, les citoyens demandent des armes pour se défendre. C'est une mutation fondamentale. Vous parlez de risque. Mais ce ne sont pas des hordes! Ces groupes constituent la première ligne de défense et un système d'alarme. Il leur revient de donner l'alerte et d'avertir les forces armées.

Pendant la guerre de Libération, les combattants dans les maquis avaient leurs armes et après l'indépendance, des milliers de militants du FLN les avaient conservées chez eux. Pendant un quart de siècle, le calme a régné et il n'y a pas eu de problèmes. En outre, en 1993, au plus fort des violences, beaucoup d'armes ont été remises par les citoyens à l'appel des autorités. Actuellement, il s'agit de faire face, de parer à une urgence tout en permettant à l'armée d'occuper systématiquement le terrain dans un pays qui, vous le savez, est extrêmement vaste. Je n'exclus pas qu'à moyen terme il ne puisse pas y avoir une dérive et qu'un homme violent ou en colère tire sur sa femme; mais c'est quelque chose qui peut se produire partout. Mais l'expérience du passé me donne confiance. C'est à notre peuple que nous donnons des armes. C'est notre peuple qui, le premier, a défendu l'Algérie contre le colonialisme. Aujourd'hui, c'est notre peuple qui défend le pays contre les terroristes. Un exemple parmi tant d'autres: quand l'usine de la SONACOM à Rouiba a été menacée, ce sont les travailleurs qui les premiers l'ont défendue. Les Algériens sont très profondément attachés à leur pays. C'est vrai que des intellectuels et des journalistes qui étaient particulièrement ciblés sont partis à l'étranger mais, en dépit des difficultés et des menaces, les Algériens restent dans leur pays.

— Attendez-vous quelque chose de la communauté internationale? Si oui, quoi?

Qu'on nous écoute avant de nous condamner!

(Le Premier ministre fait une brève allusion au Rapport de la délégation européenne sur l'Algérie — publié par Le Matin du 22 février 1998 — qui apparemment lui donne satisfaction, et sur lequel nos autres interlocuteurs reviendront plus longuement).

— Et la France? Estimez-vous qu'elle a sa part de responsabilité? Que pensez-vous de la dernière déclaration de Lionel Jospin dans laquelle il laissait entendre que les violences n'étaient pas le seul fait des islamistes?

En France, il s'est créé un "club Algérie" qui fait dans la sinistrose. Il y a bien quelques exceptions, comme Bernard-Henri Lévy, mais dans l'ensemble il y a un acharnement contre l'Algérie. On a tellement noirci son image que les délégations qui viennent ici sont étonnées rien qu'en se rendant de l'aéroport d'Alger au centre-ville. Elles sont littéralement

surprises. Je vous renvoie, par exemple, aux réactions des parlementaires européens et à leur rapport.

(Le Premier ministre fait également une allusion à ce qu'il a répondu aux journalistes algériens : "Il faut briser cet acharnement contre l'Algérie. En janvier 1992, déjà, lorsque nous étions au fond du gosier du monstre, Mitterrand avait réagi en condamnant l'arrêt du processus électoral mais aussi en donnant des ordres à l'Algérie... Et aujourd'hui, regardez le travail de l'AFP, par exemple, qui ne vise qu'à faire ressortir les aspects négatifs sur notre pays". Pour ce qui est de la délégation du Parlement européen, son rapport déclare: "A l'issue de sa visite, il était clair pour la majorité de la délégation que les responsables des massacres étaient les groupes islamiques armés". Quant à la déclaration de Lionel Jospin, c'est le ministre des Affaires étrangères qui l'a commentée; nous en faisons état dans l'article suivant).

— N'y a-t-il pas eu tout de même une absence ou tout au moins une insuffisance de communication de la part du gouvernement? Le 20 février, vous avez rencontré pendant cinq heures les journalistes algériens. Si j'en juge par les réactions de la presse algérienne dans sa diversité, c'était un événement sans précédent. Les journalistes reconnaissant votre "ténacité" et votre "courage pour avoir pris des mesures impopulaires" en vue de redresser la situation. Toutefois, ils estiment aussi que c'est parce que vous faites face à une fronde au sein du RND et à l'Assemblée populaire nationale que vous tentez maintenant une ouverture en direction des médias. Qu'en est-il?

Je rappelle que j'ai tenu dans le passé quatre conférences de presse sans parler de celle à la Maison de la presse, reconstruite après sa destruction par un attentat en février 1996. Elle a d'ailleurs été reconstruite en un temps record comme je l'avais souhaité. Je constate aussi que depuis quelque temps nous assistons à une déferlante de visiteurs. C'est curieux quand on sait que notre pays a été pendant longtemps mis en quarantaine. Comme je l'ai dit dans ma conférence de presse, les retransmissions des débats de l'Assemblée à la télévision vont continuer. Ce n'est pas une initiative de circonstance. C'est un vrai choix politique de transparence. En outre, il va falloir maintenant accélérer la mise en place de la deuxième chaîne.

Certains se sont demandé si ce choix de la transparence et de l'ouverture était sérieux. Je dirai tout d'abord qu'il n'y avait pas eu de fermeture avant! Mais il faut rappeler le contexte. En 1994, l'accord avec le FMI n'avait été apprécié ni par les partis, ni par la presse.

On nous avait accusés de "brader le pays", de le "laisser aller à vau-l'eau". Quand j'ai proposé aux partis de participer à une table ronde pour discuter de la situation, trois seulement ont répondu favorablement. On m'a laissé faire la sale besogne. Mais nous avons redressé la situation. Le pays

dispose maintenant de réserves monétaires appréciables. Ce n'était pas facile à réaliser. Nous l'avons fait au prix de privations mais nous avons maintenant les moyens de sortir définitivement de la crise. Je peux dire que nous avons payé le prix pour vivre une vraie démocratie.

Propos recueillis par
Paul Balta